

## Fiche 14 : «SOYONS CLAIRS!»

rédigée par le groupe Banque/Évasion fiscale d'Attac Marseille – Octobre 2019

### LES PARADIS FISCAUX NE SONT PAS SUR LA CARTE DU MONDE.

*« x milliards de dollars sont cachés dans les paradis fiscaux »*

Cette expression induit une image géographiquement fautive de l'évasion fiscale. Les milliards de dollars cachés n'ont rien de matériel. Ils ne sont pas des liasses de billets de banque, des lingots d'or, des bijoux, entreposés dans un coffre-fort ou dans une grotte. Ils sont des inscriptions dans des mémoires d'ordinateurs, objets matériels localisés quelque part.

La City de Londres, le Luxembourg, l'Irlande, les Pays Bas...sont des paradis fiscaux équipés de puissants centres de traitement des données informatiques.

Les îles Caïmans, les Îles vierges, Guernesey... sont des paradis fiscaux dépourvus de moyens aussi puissants. Ils sont pourtant le siège de milliers de sociétés fictives, qui n'ont en ce lieu qu'une boîte aux lettres et zéro salariés. Un homme de paille sert de gérant prête nom.

En échange d'une administration qui enregistre des immatriculations (de sociétés, de banques, de yachts...), sans contrôle de provenance des fonds, de l'activité (mafia, corruption, trafic, fraude fiscale) ces pays reçoivent un tout petit pourcentage qui finit par représenter quelque chose.

Considérons une entreprise qui réalise des profits en France.

Ces profits sont enregistrés dans son ordinateur à Paris.

L'expression "Transférer les profits à Guernesey" veut dire rédiger une écriture, qui transfère les fonds d'un compte parisien à un compte ouvert dans une banque de Guernesey, qui peut parfaitement être géré par le même ordinateur. Au passage, l'écriture est allégée d'une écriture-impôt, très faible, là est son intérêt. La banque officiellement située dans le paradis fiscal, n'a besoin, elle-même, que d'y avoir une adresse. Ses serveurs peuvent ouvrir, fermer des comptes, enregistrer les opérations bancaires de n'importe où.

Les ordinateurs qui enregistrent les mouvements sont forcément situés quelque part. Par exemple, pour faire du trading haute fréquence on installe, physiquement, les ordinateurs le plus près possible des salles de marché, pour raccourcir la longueur des fibres optiques et ainsi gagner quelques nanosecondes sur la durée des transferts d'ordres.

Quand on dit « x milliards de dollars sont cachés dans les paradis fiscaux », alors que les Îles vierges, Caïman, etc.. n'ont ni puissance économique ni puissance militaire, il ne faut pas croire qu'il serait facile de faire disparaître économiquement ou militairement ces paradis. Ils pourraient disparaître sans que l'évasion fiscale soit stoppée, car elle se fait non aux Caïmans, mais dans le cloud.

L'évasion fiscale est une réalité, l'attribution d'un lieu géographique aux paradis fiscaux est un leurre. Le vrai combat ne serait pas « contre les Paradis fiscaux », mais « pour le contrôle des mouvements de capitaux ». Ce contrôle existait jusqu'aux années 90 où il a été supprimé. Les remettre en place est un choix politique, non un problème technique.

Enfin, lutter contre les Paradis Fiscaux, taxer les transactions financières peut apparaître comme un pis-aller.

Nous souhaitons d'abord la fin des énormes profits capitalistes, de la surconsommation, et un partage équitable des biens produits (ou existants naturellement) entre les humains, avec un souci de respect des équilibres environnementaux.

Nous souhaitons réduire drastiquement les transactions financières qui organisent la spéculation, la volatilité des prix et en finir avec ce monde financier virtuel qui provoque crises et malheur dans le monde réel.

Mais, nous proposons de financer la transition écologique, le soutien social et économique aux pays pauvres, avec ces milliards virtuels qui seraient à récupérer en impôts sur les profits évadés ou en taxes sur ces transactions spéculatives honnies.

Mais cette richesse virtuelle, sans commune mesure avec des biens et services réels, risque fort de s'évanouir, dès lors qu'elle changerait de main pour être confrontée aux échanges réels et dès lors qu'on enlèverait leur pouvoir aux banquiers.

Et pourtant, c'est à n'en pas douter ce qu'il faut faire....